

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

LA DÉCLARATION DE CRÉANCE PROFITE À L'ASSUREUR SUBROGÉ

DIDIER KRAJESKI

Référence de publication : LEDA avril 2012, n° EDAS-612052-61204, p. 2

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

LA DÉCLARATION DE CRÉANCE PROFITE À L'ASSUREUR SUBROGÉ

DOMMAGES AUX BIENS — L'assureur subrogé dans les droits et actions de son assuré peut se prévaloir de la déclaration de créance à la procédure collective de l'auteur du dommage faite par ce dernier avant le versement de l'indemnité d'assurance.

Cour de cassation chambre commerciale, févr. 2012, no 10-27304

Cass. com., 7 févr. 2012, n° 10-27304

L'arrêt de la Cour de cassation apporte une précision bienvenue en matière de subrogation de l'assureur. Elle n'est pas relative, comme bien souvent, aux conditions dans lesquelles elle s'exerce, mais aux effets qu'elle produit. Elle consiste à affirmer que l'assureur peut se prévaloir de la déclaration de créance faite par l'assuré. La solution est parfaitement justifiée dans la mesure où la subrogation fait entrer l'assureur dans les droits et actions de l'assuré dans la mesure du paiement effectué par le premier. En sont simplement exclus les droits exclusivement attachés à la personne du débiteur (Cass. 2e civ., 31 mars 2011, n° 10-10990 : LEDA mai 2011, p. 4, n° 75, obs. D. Krajewski ; RGDA 2011, p. 726, note A. Pélissier), ce qui n'est pas le cas en l'espèce. On peut considérer que le fait d'avoir été déclarée est une qualité de la créance qui se transmet à titre d'accessoire de celle-ci. En généralisant, on peut considérer que les actes accomplis par l'assuré en préservation de ses droits profitent donc à l'assureur subrogé.

La référence dans l'arrêt à une déclaration antérieure au versement de l'indemnité conduit à se demander si la solution aurait été la même si la déclaration de l'assuré avait été postérieure à ce versement. On sait que dans ce cas-là, l'effet translatif a joué. On rappellera que la jurisprudence a pu admettre, que, sauf convention expresse ou tacite l'y habilitant, l'assuré ne peut agir en justice pour le compte de l'assureur après la subrogation (Cass. 1re civ., 4 févr. 2003, n° 00-15716 : Resp. civ. et assur. 2003, p. 154, note H. Groutel. — Cass. com., 1er déc. 2009, n° 08-20656 : RGDA 2010, p. 180, note J. Kullmann). Il y aurait donc deux périodes à distinguer, et le moment à partir duquel cette distinction doit être faite est, comme l'indique la Cour de cassation, le moment du paiement. Comme l'indique l'arrêt de 2009, après subrogation, l'assuré ne peut déclarer que la partie de la créance pour laquelle il n'a pas été désintéressé.